

sera doté des pouvoirs et de l'autonomie souhaités par les citoyens du Territoire?

L'hon. Arthur Laing (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): Monsieur l'Orateur, il est bien vrai qu'aucun commissaire n'a été nommé depuis la retraite de M. Gordon Cameron. Je compte qu'une nomination sera faite sous peu.

J'ai remarqué que, lors de sa récente visite, le député a prétendu qu'il ne s'était rien fait au Yukon depuis 1952. Je tiens à lui dire qu'il s'est fait beaucoup de choses, y compris le paiement d'un grand nombre de mauvaises dettes contractées à l'époque où il dirigeait le ministère.

Nous espérons qu'une nomination sera faite d'ici quelques semaines. Je ne pense pas que, dans l'intervalle, l'absence d'un chef ait causé le moindre tort.

L'hon. M. Starr: Qui va payer vos mauvaises dettes?

L'hon. M. Dinsdale: J'ai une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Je me demande si le ministre disait juste en mentionnant l'année 1952. Il a dû prendre cette année à tout hasard. Ne pourrait-il répondre à la dernière partie de ma question, que j'estime très importante, et nous dire si le titulaire, lorsqu'il sera nommé, s'il finit par l'être, jouira d'une autorité et d'une autonomie locales, comme le demandent instamment les citoyens du Yukon?

L'hon. M. Laing: Monsieur l'Orateur, j'ai cité 1952 des journaux. Je n'étais pas responsable de la confusion du député.

Le député soulève en second lieu la question des responsabilités additionnelles au sujet des territoires. Je prévois qu'on y pourvoira dans les modifications que nous comptons présenter à la Chambre aussitôt que possible.

L'hon. M. Dinsdale: Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il nous dire quand nous pouvons compter recevoir le rapport de la Commission Carrothers.

L'hon. M. Laing: Monsieur l'Orateur, j'ai un exemplaire du rapport sur le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—le rapport de la Commission Carrothers. Je le déposerais à la Chambre dès maintenant, si nous avions la traduction française. Nous cherchons à savoir combien de temps il faudra pour obtenir cette traduction et, si elle doit tarder indûment, je demanderai à la Chambre de déposer la version anglaise, avec la promesse de déposer ultérieurement la version française aussitôt que possible.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA DEMANDE DE L'ASSOCIATION DU BARREAU EN FAVEUR DE L'ANALYSE À L'ÉTANOGRAPHE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): J'ai une question qui s'adresse au ministre de la Justice relativement au nombre de morts dus à des accidents de la route. Le ministre va-t-il tenir compte de la recommandation de l'Association du barreau, ayant trait à des épreuves obligatoires à l'étanographe pour les conducteurs dont les facultés sont affaiblies par l'alcool?

L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, l'honorable député sait que le ministère a déjà beaucoup étudié cette situation et qu'il suit notamment de très près le travail accompli par l'Association canadienne du barreau dans cette affaire. A un moment donné, le rumeur a couru que l'Association du barreau avait retiré la résolution par suite de certaines difficultés d'ordre technique. C'est seulement ce matin que j'ai vu dans la presse la nouvelle que la résolution avait été adoptée. Je puis assurer l'honorable député que nous en tiendrons compte.

[Français]

LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

LE RAPPORT LAURENDEAU-DUNTON

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable premier ministre.

L'honorable premier ministre peut-il dire à la Chambre quand il s'attend recevoir le rapport Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, mais avant la fin de l'année, j'espère.

[Français]

HÔTEL DES MONNAIES

MISE À PIED D'EMPLOYÉS DE L'HÔTEL DES MONNAIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Ce dernier pourrait-il dire à la Chambre si la mise à pied, annoncée pour la fin de septembre, de 25 employés de l'Hôtel des monnaies a fait suite à la politique de restriction de crédit du gouvernement?